

C'est une véritable chasse à l'homme qui est en cours au Burundi

RFI, 01-01-2015 Burundi : les méthodes des forces de l'ordre d'élite Au Burundi, après l'attaque avortée d'un groupe armé - fort de quelque deux cents combattants - contre la province de Cibitoke, dans le nord ouest du pays, l'heure est maintenant aux opérations de ratissage sur le terrain. Le pouvoir reste toujours silencieux sur le bilan et sur l'identité de ce groupe. Cependant, après un moment de flottement, l'opposition et la société civile burundaises dénoncent, quant à elles, de plus en plus les méthodes utilisées par les forces de l'ordre - et de jeunes membres du pouvoir qui les accompagnent - sur les assaillants ayant survécu aux premières heures de combat.

Officiellement, les forces de l'ordre burundaises sont lancées dans des opérations de ratissage dans la commune de Murwi et ses environs, mais en réalité c'est une véritable chasse à l'homme qui est en cours, selon des informateurs remontant de plus en plus du terrain. Combien d'assaillants ont été tués jusqu'ici ? Officiellement, le pouvoir burundais est arrêté aux quatorze tués - le premier jour - et refuse d'admettre de communiquer sur le sujet. Mercredi, un haut gradé de l'armée burundaise parlait de 35 tués, dont 34 assaillants. Ce jeudi 1er janvier, de nombreux témoignages du terrain assurent que des dizaines d'autres auraient été capturés par la suite, puis exécutés froidement essentiellement par de jeunes miliciens civils. La société civile s'en est émue et en appelle au gouvernement burundais pour qu'il respecte le droit international humanitaire. « Ces personnes ne méritent pas la mort par des corps de défense de sécurité ou par des personnes tierces. Ces personnes doivent être entendues, jugées et condamnées le cas échéant », a déclaré à RFI, Vital Nshimirimana, du Forum pour le renforcement de la société civile au Burundi. L'opposition burundaise s'inquiète également de l'armement de jeunes miliciens civils et surtout, du silence de plus en plus inquiétant du pouvoir burundais. « Est-ce que le pouvoir ne pourrait pas se servir de cela comme alibi pour faire la chasse à l'homme ? Dans la rumeur, on entend que de l'opposition citée comme étant derrière cela. Le gouvernement devrait nous dire quand même ce qui se passe », a déclaré pour sa part Agathon Rwasa, considéré comme le principal opposant burundais. Mais rien à faire jusqu'ici. Bujumbura reste muet dans le silence.